

FRANCHE

MARGVERITE.

FAISANT VOIR.

- I. Que le Roy ne peut point reſtablir le Mazarin:
& que par conſequent, l'armement qui ſe fait
pour ce deſſein, eſt iniuſte.
- II. Que les Loys fondamentales de l'Eſtat ne
permettent point à la Reyne, d'eſtre chef du
Conſeil de ſa Majeſté; & que par conſequent
tout ce qui ſe fait par ſon aduiſ, ne doit point
eſtre ſuiuy.
- III. Que le Roy quelque majeur qu'il ſoit, doit
neantmoins viure ſous la curatelle quoy que
tacite. de S. A. R. & de ſes Princes, iuſqu'à
l'age preſcrit par les loix pour l'emancipation
des enfans.
- IV. Et que pendant cette conjoncture d'affaire,
S. A. R. Mrs les Princes & les Parlemens, peu-
uent commander le ban & l'arriere-ban, pour
terminer bien-toſt cette guerre Mazarine.

FRANCIS

MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL

FRANCIS MARSHALL



LA FRANCHE MARGVERITE.

LES peuples ne sont malheureux que par ce qu'ils ont trop dissimulé. Cette affectation de respect qu'on ne doit qu'à la tyrannie, parce qu'on n'ose point luy refuser, a esté de tout temps le plus ordinaire pretexte, dont les intelligences des Estats se sont servies, pour fermer la bouche aux plus iustes plaintes des suiets; & pour ne leur laisser dire, que ce qui seroient complaisant, aux caprices de leur gouvernement. Nous n'avons ployé sous l'autorité des loix, que parce qu'elle nous a semblé raisonnable, & lors que nous avons soubmis nostre liberté aux dispositions souveraines d'un Monarque; nous n'avons jamais pretendu captiver nos plaintes, s'il auenoit quelque fois que nous fussions obligez à les faire éclater contre sa conduite.

La guerre qui est aujourdh'uy dans le cœur de l'Estat, est en partie un effet de nostre simplicité; & nous ne serions point malheureux ou dans l'aprehension de l'estre. si nous n'eussions esté trop facile à croire, ce qui n'estoit nullement receuable dans l'idée du sens commun, quelque appuyé qu'il fut d'une autorité, qui ne nous commande qu'à condition qu'elle ne nous tyrannise point.

Deniaisons donc cette simplicité qui nous est si prejudiciable; & puis qu'on ne nous mal-traite, que parce que nous faisons voir une insensibilité aparente dans nos plus grandes afflictions, tesmoignons en parlant hautement que l'injustice nous lasse; & que nous ne sommes plus en estat de souffrir, que les seuls travaux qui seront necessaires pour le retablissement de nostre repos.

Cette guerre, qui s'allume dans l'Estat, n'est qu'une guerre de trois iours, si nous ne la laissons embrazer par nostre froideur: comme il ne faut point douter que sa longueur ne doive voir la dernière goutte de nostre sang, si nous continuons à la seconder par nostre indifférence.

Si les coriphées de deux partys peuvent la balancer par un esgalité de pouuoir, munissons-nous pour plus de dix ans, car ie ne luy prescriis pas un terme de moindre durée; Pour la terminer bien-tost, faisons preualoir le party que nos loix nous feront paroistre le plus iuste; & la paix ne manquera pas de nous venir visiter au premier iour. C'est à quoy ie m'en vay employer ce raisonnement, pour arracher le scrupule politique, qui pourroit destourner les simples du dessein de s'engager dans le véritable party, & pour leur faire voir que celui qui choque Mazarin, estant fauorisé par toutes les loix fondamentales de cet Estat, doit estre par consequent suiuy de tous ceux, qui ne veulent point passer pour les ennemys de leur patrie.

Il est question d'abord du reestablissement de Mazarin. Le Roy le veut, toute la France ne le veut point: qui l'emportera? le Roy [puis que son conseil pretendu veut qu'on parle de la sorte] soustient que ses volontez sont souveraines, & que puis qu'il les declare pour le Mazarin, la France ne peut les choquer sans se rendre criminelle d'Estat: la France pretend que sa haine generale doit preualoir sur les inclinations particulières de sa Majesté, & qu'elle a droit de contrequarrer tout ce qui favorisera le reestablissement du perturbateur de son repos.

Le Roy le veut; c'est beaucoup: Mais qui dit que le Roy le veut? c'est la Reyne; c'est le C. Mazarin: c'est tout le party de ces deux: Il faut que cela soit faux, puis que le Roy declare au contraire qu'il ne le veut pas: & qu'il

20.240

m37AM

RBC/NCU

qu'il le declare d'une façon qu'on ne peut nier sans se rendre criminel d'Estat; & qui plus est, qu'il le declare, par la bouche infallible de ses veritables organes, qui son les Princes & ses Parlemens.

Il faut donc que la Reyne & le Mazarin abusent de la simplicité de sa Maïesté, & qu'ils prennent occasion de luy suposer leurs volontés particulieres parce qu'ils s'en sont emparés: cela ce peut il sans crime? i'en laisse le iugement aux senses.

Cependant nous demeurons en possession de nostre droit; & nous croyons, ou du moins nous le pouuons croire que la Reyne nous trompe, lors qu'elle nous veut faire croire que le Roy veut le reſtabliſſement du Mazarin, puis que le Roy parlant au contraire sur son liſt de iuſtice, nous aſſeure meſme avec ſerment, qu'il pretend s'eſtre deſſait pour iamais, de la perſonne & des adherans de ce Miniſtres.

Mais ſuppoſons, contre l'euidence meſme, que le Roy le veut: donnons cela à la paſſion de la Reyne, & de tous ceux qui la ſecondent dans ſes inclinations; & voyons vn peu, ſi le Roy le peut avec iuſtice, quand bien meſme il ſeroit en eſtat de le vouloir avec ſincerité.

Si les parolles des Roys, & ſur tout les parolles donnée par declaration, ſont irreuocables: il n'eſt que trop euident; que ſa Maïeſté en eſloignant le C. Mazarin s'eſt impoſé vne neceſſité indiſpenſable de ne le pouuoir plus reſtablir, pendant que les raiſons pour leſquelles il s'en eſt deſait, ſeront en la meſme force.

Qu'elles ſont les raiſons de cet eſloignement du Mazarin, ſi quel'qu'un les ignore il n'a qu'à les voir dans la declaration du Roy, & il trouuera, pour ne rien exagerer, que le C. Mazarin eſtant le perturbateur public du repos de ſon Eſtat, ſa Maïeſté a eſté obligée de le declarer luy & ſes adherans pour ſes veritables ennemys, cette aiſon abregée a eſté approuuée par les Princes, verifiée

par les Parlemens, & generallement receûes par tous les Peuples de la Monarchie.

L'engagement de sa Maiefté pour tenir cette parolle est indispensible, à moins que la raison, par laquelle il l'a donnée, ne soit destruite par sa contradictoire: & qu'il ne soit euident à la Monarchie par des deportemens tous contraires, que le Mazarin loin d'estre le perturbateur de son repos en est le veritable restaurateur.

Peut-il en estre le restaurateur puis qu'il s'en reuient à main armée pour le trauerfer avec plus de rage que iamais? peut-il reftablir l'vnion, puis qu'ils nous diuise plus mortellement qu'ils n'a pas encor fait? peut-il nous remettre en seureté, puis que l'aprehension d'estre encor soumis à sa tyrannie, fait trembler les plus asseurez? Ne dissimulons rien. Mazarin n'a rien fait pour nous faire mescroire, ce que nous auons crû, & par consequent le Roy n'a seulement pas vn pretexte dont il puisse desguiser raisonnablement le desir qu'il pourroit auoir de se dedire en la faueur d'une parolle qu'il a si solemnellement donné pour son esloignement,

Cette raison nous fait voir, que le Roy ne peut consentir au reftablissement du Mazarin, sans nous dispenser deormais du respect que nous deuons à ses parolles Royalles, c'est à dire sans disposer les affaires à quelque changement d'Estat.

Mais le Roy peut-il bien songer au reftablissement de celuy que tous ses suiets ne haïssent pas moins que la mort, & dont la presence est entierement incompatible avec leur repos, s'il veut se conseruer le titre de Roy, c'est à dire de pere de son peuple.

Pere & Roy n'est qu'une mesme chose dans l'Estat Monarchique des François: le titre de Roy exige la vigilance du gouuernement; & celuy de pere, les tendresses de la douceur: l'un n'est pas moins necessaire que l'autre, si le titre de pere est separé d'avec celuy de Roy, celuy qui le porte est vn tiran, & par consequent

proscrit à la fureur de quiconque le pourra destruire: si le Mouarque n'a que les seuls tendresses, sans auoir la capacité du gouvernement, c'est vn innocent qu'il faut tondre pour le sacrifier à la solitude de S. Benoist.

Pour la protection de Mazarin le Roy perd ces deux qualitez: celle de Roy, puis qu'il se dedit de sa parolle, qui est la marque la plus infallible de la Royauté; puis qu'il supporte celuy qu'il ne peut maintenir sans donner occasion aux secousses de son trosne; puis qu'il declare sa faueur pour celuy, qui à vendu les meilleures places de son Estat à ses ennemys; & puis qu'il donne azile dans son Palais Royal, au rebut de tous les Potentats, & de toutes les nations de l'Europe.

Il perd le titre de pere, en protegeant le tiran de ses enfans, & l'ennemy general & le plus irreuocable de toutes sujets: qui ne peut reuenir qu'en trauerfant leur repos qui ne peut se reestablr, qu'en destruisant leurs fortunes particulieres; qui ne peut les gouverner, qu'en les tirannisant; & qui ne peut auoir sa faueur, que pour leur en soustraire tous les ayables effets.

N'apert-il donc pas que le Roy ne peut point reestablr le C. Mazarin, aussi bien comme i'ay desia fait voir qu'il ne le veut point, aussi s'il ne le veut point puis que ses parolles les plus solemnelles & les plus irreuocables y sont engagées: s'il ne le peut point, puisqu'il luy est deffendu par les deux titres de Roy & de pere, n'auons-nous pas toute sorte de raison pour courre-sus, à tout l'armement qui se couure de ces faux pretexte del'authorité Royale; & de n'espargner, que ceux, qui se soustrairont à nos iustes poursuïtes. *Vive Dieu, vive le Roy, point de Mazarin, point de Masarins, point de Masarines, main basse sur toute cette engeance, point de quartier, tue, tue, tue, tue.*

II. Si le Roy ne peut point reestablr le C. M. la Reynene peut point le conseiller, ou du moins elle ne le peut, en qualité de chef du Conseil de sa Maïesté, puisque cette

dignité ne luy estant point permise par les loix fondamentales de l'Estat, ne peut par consequent pas estre occupée par sa personne qu'avec vsurpation, iusqu'à la que le Roy mesme ne sçauroit la nommer pour luy faire remplir cette place, à moins qu'il ne renonce à la iustice qu'il doit exercer pour le maintien des loix fondamentales de l'Estat.

Ie sçay bien que les Roys sont les arbitres des loix, & les souuerains dispensateurs de toutes les charges de leurs Estats : Mais les loix fondamentales de leurs Monarchies ne sont point à leur disposition particuliere; ils ne sçauroient en changer vne de leur autorité sans vsurpation, & le gouvernement souuerain ne leur est commis qu'à condition qu'ils appuyeront tousiours ces illustres fondemens jettez avec grande prudence par les fondateurs des Monarchies; sans' permettre qu'ils soient aucunement esbranlez.

La loy salique, c'est à dire le chef d'œuvre de la prudence de Pharamond, ne veut point voir filer le sceptre François : les seuls masles luy semblent assez forts pour porter avec honneur le poids des affaires d'une souueraineté, & la Regence mesme n'auroit pas son suffrage pour estre donnée à des femelles, si la flatterie ne l'auoit emporté, sur eux qui deuroit auoir vn peu plus de vigueur pour appuyer ce droit fondamental de l'Estat François.

Les Estats tenus à Chalon par le Roy Cheuelu, interpretant cette loy l'estendirent iusque dans le Conseil, ou mesme ils ne voulurent pas que les femmes eussent entrée, que par complaizance, & pour, ny auoir point aucun droit de suffrage. Chilperic eut grand peine d'emporter vne voix pour sa Fredegonde dans l'assemblée des notables tenuë à Orleans, ou il fut resolu qu'à moins que de saper cet illustre fondement de la loy salique, les femmes ne pourroient emporter aucun autre plus grand avantage dans le Conseil.

Cette

Cette pratique n'a du depuis iamais souffert aucune alteration: Et certainement s'il est vray que la Loy Salique chasse les femmes de la succession du throsne il est encore vray, par vne consequence necessaire tirée de cette presupposition, qu'elles les chasse de la primauté du gouuernement, de laquelle il ne faut point douter qu'elles seroient pourueuës, si toutes-fois, elles auoient droit d'occuper la charge de chef du Conseil de sa Maiesté.

Estre chef d'un Conseil, n'est-ce pas estre le premier & presque le souuerain mobile de tous les aduis qui s'y donnent; n'est-ce pas estre en estat de pouuoir inspirer tous les sentimens, ou que sa passion, ou que sa raison luy fera iuger receuables? N'est ce pas auoir quelque droit souuerain & pretendu de pouuoir rebuter tout ce qu'il ne iugera point ou conforme à la raison, ou complaisant à son caprice? Et par consequent n'est ce pas estre ce que la loy Salique ne peut point souffrir dans les femmes, c'est à dire en quelque façon souuerain & absolu?

Qu'on regarde sans passion toute l'estenduë de cette loy; qu'on en iuge en des-interessé: le mesme droit qui chasse les femmes de l'heritage du throsne, le mesme les chasse du gouuernement & de l'administration des affaires; Et i ose bien dire que si la loy Salique leur permettoit l'administration de la Souueraineté, elle se contrediroit manifestement en leur en deffendant la succession, puis que les raisons pour lesquelles elle ne veut point leur laisser heritier le pouuoir absolu, n'estant empruntées que de leur insuffisance avec laquelle elles seroient en danger de

faire trop de faux pas, doivent par consequent valoir pour faire iustement apprehender les memes succez dans l'administration, grande qui voudra, cette raison est sans repique.

Il faut donc ou que la Reyne renonce à la qualité de chef du Conseil, ou confesser que la loy la plus fondamentale de cet Estat est violée par cette usurpation, & que par mesme raison sur le droit que nous auons d'apprehender quelque dangereuse consequence, nous pretendons pouruoir serieusement à la conseruation de nos Roys, en nous souleuant contre cette conduite.

Ce n'est pas tout, si la qualité de chef du Conseil est interdite à la Reyne par les loix fondamentales de cet Estat; elle luy est encore deffenduë par la mesme Declaration, qui donne le droit aux Roys pupilles d'estre émancipez à l'age de quatorze ans.

Les Roys mineurs auant Charles le Sage n'estoient declarez Majeurs qu'apres vingt-vn an : les usurpations de leurs Regens obligerent ce Roy d'abreger la Minorité, & de luy donner pour borne la quatorzieme année. Ce n'est pas qu'il creut que ces augustes pupilles fussent encor capables d'estre émancipez. Outre qu'il eust peché contre le sens commun, il eut encor offensé l'infailibilité des Oracles de toutes les loix : mais il iugea que les incommoditez qui s'enfuiuroient de cette émancipation auancée seroient de moins dangereuse consequence, que n'estoient les progresz insupportables de l'ambirion des tuteurs, qui ne s'esleuoient pas à la fin moins haut que leurs souue-
rains.

Si c'est pour cette fin que la Declaration a esté donnée, quel droit à la Reyne d'estre chef du Conseil? si son fils est majeur il faut qu'elle deslempare sa personne, ou que du moins elle ne s'y tienne que pour n'y rien faire: son fils n'est majeur que parce que Charles V. l'a déclaré tel; Charles V. ne l'a déclaré majeur qu'afin d'oster le pouuoir à sa Regence: Sa Regente maintient le pouuoir avec la même autorité & l'exercice avec plus d'empire que iamais que faut-il conclure de cela, si ce n'est que tout est desordonné, qu'on n'a plus de respect pour les Declarations, que les loix ne sont plus considérées, & que chacun en porte selon ses caprices, M. le Prince peut icy parler avec Cesar dans le premier de Lucain. *Viribus utendum est, quas fecimus; arma tenenti, omnia dat qui iusta negat.*

Et quoy? on esbranle les loix fondamentales de l'Estat, on se mocque des Declarations Royales, & nous ne dirons rien: la Reyne est chef du Conseil, contre les consequences de la loy Salique, malgré les volontez des Roys, & par sa propre usurpation au preiudice du droit de S. A. R. & de Messieurs les Princes, & nous nous taisons, puis qu'elle donne par son conseil, le bransle à tous les mouuements de l'Estat, puis qu'on n'entreprend des desseins que par sa conduite & celle du Mazarin, toutes les entreprises sont iniustes, par ce que leur principe n'est pas legitime, ainsi fermous les yeux à tous ces faux respects qui nous ont iusques à present esblouys, & courant teste baissée, crions hautement; *Vive Dieu, vive le Roy, point de Mazarin, point de Mazarins, point de*

Masarines, main basse sur cette maudite engeance, point de quartier, tue, tue. tue, tue.

3. Ne vous alarmez pas si tost, faux zelateurs de la Royauté: Je confesse apres la Declaration de Charles le Sage, que le Roy est majeur hors de cette tutelle: & que mesme il est sans curateur exprez: Mais puis que mesme il est question des interets du Roy; ne nous aveuglons pas pour les laisser perdre par vne fausse complaisance, & par vn pretendu respect qui n'est plus de saison.

La Declaration de Charles V. fut executée en faueur de Charles le bien aymé son fils, & ses oncles les Ducs de Bourgogne, de Berry & d'Anjou, furent nommez par son pere pour estre les Directeurs de la conduite du ieune majeur.

Vn Roy quelque vieux & experimenté qu'il fut, feroit regarder sa conduite avec vn iuste desfi, s'il n'auoit soing de la regler en quelque façon sur celle des Sages, à plus forte raison vn Roy de quatorze ans, dont la capacité quelque releuée qu'elle soit, estant sans maturité & sans experience, doit par consequent sous la dépendance ou d'un curateur exprez ou tacite.

Lors que Charles V. nomma ces trois Ducs oncles de son fils, pour acheuer son education iusqu'à l'aage de vingt vn an, il ne dit pas à la verité qu'ils seroient les curateurs; mais qu'ils composeroient tout le Conseil de son fils, & qu'ils regleroient sa ieunesse sur la longue experience de leur aage, marquant par là qu'il n'entendoit pas en effet qu'ils portassent le titre de curateurs, mais qu'ils se contentassent

sent seulement d'en exercer toute la fonction.

Nostre ieune Dieu donné se trouue maintenant dans le mesme estat, qu'estoit pour lors Charles VI. fils du Sage: il ne faut point luy donner des curateurs, parce que la Declaration qui luy donne le droit d'estre emancipé à quatorze ans n'en parle pas: Mais en imitant l'auteur de cette Declaration, il faut luy donner vn Conseil qui ne soit composé que de ses plus proches, qui ne porteront pas en effet le titre, mais qui neantmoins exerceront veritablement la fonction de curateurs iusqu'à l'aage de 21. an.

Il est question de sçauoir ceux qui le peuuent ou qui le doiuent estre: pour cét effet il n'y a que la Reyne, S. A. R. Messieurs les Princes de Condé & de Conty qui soient sur les bancs: La Reyne ne peut pas pretendre à cét honneur, premierement parce que la loy Salique luy deffend; Secondement & en dernier lieu, parce que la Declaration qui luy a osté la Regence, ne luy permet pas de pretendre à la continuation de son autorité sous quelque titre que ce soit auprez de Sa M. Il faut donc que S. A. R. & Messieurs les Princes, ne soient point en estat de pouuoir estre frustréz de cét auantage que par vne pure tyrannie.

Cependant S. A. R. & Messieurs les Princes n'ont non plus de part dans le Conseil que moy: Son A. R. qui deuroit y presider n'y entre seulement pas: Et Messieurs les Princes bien loin d'y estre appelez, sont persecutez comme les ennemis de l'Estat, parce qu'ils se passionnent pour la conseruation inuiolable de ses loix, & pour le reestablissement du repos des

peuples : Cela veut dire que tout est desordonné, que la iustice est au plus fort : & pour faire preualoir nos interests contre les attentats des ennemis de nostre repos, nous pouuons crier hautement, *Vive Dieu, Vive le Roy, point de Mazarin, point de Mazarins, point de Mazarines, main basse sur toute cette engeance, point de quartier, tue, tue, tue, tue.*

4. Cette derniere proposition ne paroîtra hardie qu'aux ennemis de l'Estat : Puis que le Roy ne veut ny ne peut point reſtablir le Mazarin : puis que les aduis de la Reyne ne doiuent point eſtre ſuiuſ : puis que les Mazarins ſe ſont emparez de Sa M. contre toutes les loix de l'eſtat : Et puis que S. A. R. & Meſſieurs les Princes en ſont les creatures tacites : que peut-on conclure qui ne ſoit fauorable à mon deſſein ?

Dans le iugement de tous les ſenſez, il n'a point encor eſté de guerre plus dangereuſe, que cette Mazarine : elle tend à la deſtruction des loix : à l'opreſſion des peuples, à la conſeruation de la tyrannie : & à la perte de la Royauté ; & pour cét effet il eſt bien important de luy couper chemin : & de ne permettre pas qu'elle ſe preuille de noſtre froideur, pour ietter des racines, que les ſiecles entiers ne pourront peut-eſtre point arracher.

Le Roy ne peut point la terminer, parce qu'il ſe trouue dans vn aage, qui n'eſt pas à l'épreuue des artifices, & que les fourbes peuuent facilement ſurprendre, outre qu'eſtant conſeillé par ceux qui la protegent, & qui ſont les ſouuerains dâs ſon eſprit, il n'eſt pas poſſible qu'il conſente iamais qu'à des reſo-

lutions, qui pourront la fomentier, Elle ne peut néanmoins estre fomentée qu'avec vn danger euident de voir la desolation generale de cet Estat, que les Politiques ne iugent point deuoir estre à l'esperuue de la continuation de cette guerre: Il faut donc se resoudre à quelque abregé pour la terminer au plustost.

Que faut-il faire pour cet effet; parlons sincerement: le ban & l'arriere ban sont des dernies recours des extremitéz de l'Estat. C'est en les commandant que nos Roys ont promptement terminé, ce qui sembloit ne deuoir iamais finir par d'autres voyes: & puis que tous les moyens ordinaires ne sont plus efficaces que pour nourrir & pour prolonger la guerre Mazarine, embrasons ce remede ordinaire à toutes les crises de l'Estat, & commandons toute la Noblesse pour nous defaire promptement de nostre ennemy commun.

Puis que le Roy ne peut agir que par les conseils de Son Altesse Royale & de Messieurs les Princes, & puis que ses volonteés ne nous peuvent estre declarées que par les bouches de ses Parlemens, il faut que ce soit pas leurs ordres, que la Noblesse se mette sous les armes; & que voyant l'autorité du Roy captiue sous la tyrannie de ceux qui se sont ingerez dans son Conseil contre toutes nos loix, elle ne releue plus desormais pour ce souleuement general, que de la direction de ceux qui sont generalmente reconnus pour les plus fermes appuys de la Royauté, & les veritables zeleurs de son autorité Souueraine. Et c'est du mouuement de S. A. R. de Messieurs les Princes & des Parlemens, qu'il faut que la Noblesse prenne son branle

pour l'exécution d'un si auguste dessein, puis que le Roy
estant captivé par les usurpations violentes de ceux qui
s'en soient iustement parez n'est plus en estat que d'e-
stre l'objet de nos plus nobles compassions & le suiet
de nos plus glorieuses entreprises: gronde qui vou-
dra, voilà la pure verité avec laquelle ie crie hardimēt:
*Vive Dieu, vive le Roi, point de Mazarin, point de Ma-
zarins, point de Mazarines, main basse sur cette mandine
engeance, point de quartier, tue, tue, tue, tue.*

E I N.